STEAZ
L'INFO QUOTIDIENNE QUI FAIT SENS.
DAILY NEWS
Quotidien N°57 / Ven / 02 / 10 / 2026 / 0 €

AFRIQUE • NOTATION SOUVERAINE

Quand la donnée devient une infrastructure financière

La BAD prépare une initiative pour aider les États africains à mieux aborder leurs notations souveraines. L'enjeu : réduire la prime de risque et le coût du capital.

DOSSIER · PAGES 3·4



Illustrations générées par l'IA • Scènes non documentaires

KENYA LAMU



Le projet de raffinerie à 16 milliards $ entre dans le temps de l'exécution

PAGE 5

CAMEROUN–ÉTATS-UNIS SANTÉ



850 millions $ formalisés, mais le temps des décaissements commence

PAGE 9

AFRIQUE
Capital privé : 30 institutions veulent enfin mesurer la même chose
P. 6

CEMAC
Créances en souffrance : 15,4 %, en recul mais encore élevé
P. 7

CEMAC
Matières premières : +11,4 %, l'énergie fait presque tout le travail
P. 8

CAMEROUN
Près de 1 000 Mds FCFA dans les banques : l'État veut savoir ce qui est mobilisable
P. 10

CAMEROUN
Diesel : 974,93 FCFA à l'importation, 828 FCFA à la pompe
P. 11

MONDE • IA
Japon : 15 Mds $ et 400 MW, le data center devient une infrastructure énergétique
P. 12

MONDE
Obligations : le coût du capital remonte à des sommets de plusieurs décennies
P. 13

STEAZ DAILY NEWS

Quotidien N°57 / ven / 02 / 10 / 2026 · 0 €

ÉDITORIAL



LE CAPITAL NE SUFFIT PLUS

Désiré ODODI
Directeur de publication
STEAZ DAILY NEWS

Pendant longtemps, une grande partie du débat économique africain s'est résumée à une question : où trouver l'argent ? La question reste entière. Mais elle ne suffit plus. Entre une ressource financière disponible et une transformation économique réelle existe une chaîne beaucoup plus longue : qualité de l'information, perception du risque, structuration du financement, engagement, décaissement, exécution, mise en service et, enfin, résultat. C'est cette chaîne que raconte l'édition de ce 2 octobre. La Banque africaine de développement prépare une initiative destinée à aider les États africains à mieux aborder leurs notations souveraines. L'enjeu n'est pas de fabriquer artificiellement de meilleures notes. Il est de permettre aux investisseurs et aux agences de travailler avec une information plus complète, plus régulière et plus lisible.

Une donnée de meilleure qualité ne supprime ni une dette excessive, ni un déficit budgétaire, ni une institution fragile.

Mais l'absence de données crée une incertitude supplémentaire.

Et cette incertitude a un prix.

DONNÉE → TRANSPARENCE → RISQUE PLUS LISIBLE → PRIX DU CAPITAL

Cette mécanique dépasse largement la notation souveraine.

Trente banques multilatérales et institutions de financement du développement viennent également d'adopter une méthodologie commune révisée pour mieux déterminer ce qui peut réellement être considéré comme du capital privé mobilisé.

La distinction paraît technique. Elle est pourtant fondamentale.

Avant d'affirmer qu'un dollar public a permis d'en attirer trois, cinq ou dix autres, encore faut-il savoir ce qui a réellement été mobilisé, par qui, grâce à quel instrument, et éviter de compter plusieurs fois le même capital.

L'Afrique ne doit pas seulement apprendre à mobiliser davantage. Elle doit apprendre à mesurer correctement ce qu'elle mobilise.

Le dossier de Lamu pousse cette logique encore plus loin.

Un projet de raffinerie évalué à 16 milliards de dollars et visant 700 000 barils par jour vient de franchir une étape physique avec son lancement officiel.

Mais le chantier lancé n'est pas encore une raffinerie en production. Les 700 000 barils par jour ne sont pas une donnée opérationnelle. Ils restent une capacité projetée.

C'est précisément cette confusion que STEAZ ne veut plus reproduire.

ANNONCE ≠ FINANCEMENT
FINANCEMENT ≠ DÉCAISSEMENT
DÉCAISSEMENT ≠ EXÉCUTION
EXÉCUTION ≠ CAPACITÉ LIVRÉE
CAPACITÉ LIVRÉE ≠ RÉSULTAT

Cette discipline vaut aussi pour le Cameroun.

Près de 1 000 milliards FCFA de dépôts publics ont été identifiés dans les banques commerciales. Le chiffre est impressionnant. Mais identifier une ressource ne signifie pas qu'elle peut immédiatement être transférée au Compte unique du Trésor.

Même logique pour l'accord sanitaire Cameroun–États-Unis. 850 millions de dollars constituent une architecture financière annoncée jusqu'en 2030. Ce montant ne doit pas être enregistré comme 850 millions déjà reçus.

Le sujet du diesel pose une autre version du même problème. Le litre coûte désormais davantage à importer que son prix réglementé à la pompe. Mais l'écart constaté dans une structure tarifaire n'est pas automatiquement égal au montant effectivement payé par l'État.

Partout, le même principe revient : le chiffre n'a de sens que si son statut est correctement défini.

Cette discipline devient encore plus importante au moment où le coût mondial du capital augmente.

Les rendements obligataires progressent dans les grandes économies. Dans ce contexte, les États et entreprises africains ne financent pas leurs projets dans un univers isolé.

Lorsque les placements réputés plus sûrs rémunèrent davantage, les investisseurs peuvent devenir plus exigeants ailleurs.

Le prix de l'incertitude augmente. Le prix des erreurs de gouvernance augmente. Le prix des projets mal préparés augmente. Et le prix des annonces qui ne deviennent jamais des actifs réels finit lui aussi par apparaître.

L'Afrique ne manque donc pas seulement de capitaux.

Elle a besoin d'institutions capables de documenter leur circulation, d'organiser leur utilisation, de suivre leur transformation et de conserver la mémoire de ce qui avait été annoncé.

C'est aussi le changement que STEAZ engage à partir de cette édition.

Nous ne voulons plus seulement publier le fait du jour. Nous voulons enregistrer son point de départ, comprendre son mécanisme, identifier la prochaine preuve, revenir lorsque le statut change et conserver chaque étape.

Informer sur le fait.

Comprendre son mécanisme.

Suivre son exécution.

Conserver sa donnée.

Mesurer son résultat.

Parce qu'au bout du compte, un capital annoncé ne transforme rien. Un capital mobilisé ne transforme pas encore assez. La transformation commence véritablement lorsqu'il devient une capacité — et que cette capacité laisse une preuve.

STEAZ DAILY NEWS

Quotidien N°57 / ven / 02 / 10 / 2026 · 0 €

AFRIQUE • FINANCE • NOTATION SOUVERAINE

AFRIQUE — NOTATION SOUVERAINE : QUAND LA DONNÉE DEVIENT UNE INFRASTRUCTURE FINANCIÈRE

La BAD prépare un dispositif destiné à aider les États africains à mieux aborder leurs notations souveraines. Derrière le débat sur les agences apparaît une question plus fondamentale : la qualité de l'information économique peut-elle réduire une partie de la prime de risque africaine ?



Illustration générée par IA · Scène non documentaire

Le président de la Banque africaine de développement, Sidi Ould Tah, a annoncé le 1er octobre à Londres que l'institution préparait, via l'African Legal Support Facility, une initiative destinée à aider les pays africains à mieux se préparer aux processus de notation souveraine, notamment par l'amélioration des données et de la transparence.

À ce stade, il s'agit donc d'une initiative annoncée, dont les modalités opérationnelles restent à documenter.

Mais le diagnostic est important.

Selon Sidi Ould Tah, l'opacité de certains marchés contribue à nourrir une perception de risque élevée, laquelle se traduit ensuite par un coût d'emprunt supérieur. Il indique également que seuls trois pays africains sur 54 disposent actuellement d'une notation de catégorie investissement. Les grandes agences, de leur côté, soutiennent appliquer les mêmes méthodologies à l'ensemble des pays.

Le débat ne peut donc pas être réduit à l'idée selon laquelle une meilleure donnée provoquerait mécaniquement une meilleure note.

Une notation dépend aussi de la dette, des finances publiques, de la croissance, des réserves, de la stabilité institutionnelle et de nombreux autres facteurs.

La qualité des données agit d'abord sur la capacité à expliquer une situation financière. Des informations régulières et comparables permettent de suivre une trajectoire, de distinguer une difficulté passagère d'un déséquilibre durable et de confronter les annonces aux résultats. Pour un prêteur, cette continuité compte autant que la publication d'un chiffre isolé. Elle rend les hypothèses discutables et les écarts identifiables. Une information disponible n'est cependant utile que si son périmètre, sa date et sa méthode de calcul sont explicites.

L'assistance annoncée devra donc être appréciée à partir de ce qu'elle change dans le travail des administrations et dans l'accès des investisseurs à l'information. Un accompagnement ponctuel ne remplace pas une production statistique durable. La question sera de savoir si les équipes publiques disposent ensuite des moyens de tenir leurs séries à jour, d'expliquer leurs révisions et de publier leurs engagements de manière cohérente. La crédibilité se construit dans cette répétition. Elle ne se décrète ni par une campagne de communication ni par la seule existence d'un programme d'appui.

STEAZ DAILY NEWS

Quotidien N°57 / ven / 02 / 10 / 2026 · 0 €

AFRIQUE • FINANCE • ANALYSE

COMMENT LA DONNÉE ENTRE DANS LE PRIX DU CAPITAL

Une meilleure information ne supprime pas le risque : elle réduit l’incertitude qui peut s’ajouter à son prix.



Illustration générée par IA · Scène non documentaire

Mais une donnée insuffisante ou difficilement vérifiable ajoute une autre difficulté : l’incertitude.

Et l’incertitude a un prix.

La chaîne devient :

DONNÉE → TRANSPARENCE → RISQUE PLUS LISIBLE → PRIX DU CAPITAL

C’est ce qui rend cette initiative particulièrement stratégique.

Si les États africains améliorent la qualité, la fréquence et l’accessibilité de leurs informations économiques, ils ne suppriment pas leurs risques fondamentaux. Ils rendent cependant ces risques davantage mesurables.

La prochaine preuve devra donc porter sur le dispositif lui-même : pays participants, nature de l’assistance, données concernées, calendrier et, à terme, éventuels effets observables sur les processus de notation.

La donnée économique n’est plus seulement un outil statistique. Elle devient progressivement une infrastructure financière.

CE QUE STEAZ VA MESURER : lancement effectif du dispositif, pays participants, assistance fournie, qualité des données, notations, spreads et coût réel de financement.

Le passage de la donnée au prix du capital comporte plusieurs étapes. Une information doit d’abord être produite, puis vérifiée, publiée et comprise. Elle doit ensuite pouvoir être rapprochée des engagements financiers et des recettes qui permettront de les honorer. Si l’un de ces liens manque, une publication supplémentaire peut accroître le volume d’information sans réduire l’incertitude. La transparence ne se mesure donc pas seulement au nombre de documents disponibles : elle dépend aussi de leur cohérence et de leur utilité pour apprécier le risque.

Pour STEAZ, l’observation devra distinguer l’amélioration du dispositif statistique de l’évolution des conditions de financement. Ces deux mouvements peuvent coïncider sans que le premier explique entièrement le second. Les taux internationaux, la situation budgétaire et les perspectives économiques continuent d’intervenir. Il faudra conserver ces éléments de contexte dans l’historique du dossier. L’enjeu est d’éviter une attribution trop rapide : documenter une progression réelle de la transparence, puis examiner ce qui a changé dans la perception du risque et dans les conditions effectivement obtenues.

STEAZ DAILY NEWS

Quotidien N°57 / ven / 02 / 10 / 2026 · 0 €

AFRIQUE • KENYA • INDUSTRIE

KENYA — LAMU : LE PROJET DE RAFFINERIE À 16 MDS $ ENTRE DANS LE TEMPS DE L'EXÉCUTION

Le lancement physique du projet change son statut, mais pas encore sa réalité industrielle : 700 000 barils par jour constituent une capacité projetée, non une production existante. STEAZ ouvre le suivi.



Illustration générée par IA · Scène non documentaire

Le 30 septembre, plusieurs chefs d'État africains ont participé à Lamu, au Kenya, au lancement officiel du projet de raffinerie porté par Dangote Group.

Le projet est évalué à 16 milliards de dollars et vise, à terme, une capacité de traitement de 700 000 barils de pétrole par jour. Une durée de construction de 40 mois est annoncée.

Le passage est important.

Mais il doit être nommé correctement.

Le projet n'est plus seulement annoncé : son lancement physique a eu lieu.

Cela ne signifie ni que les 16 milliards de dollars ont déjà été entièrement décaissés, ni que la construction est achevée, ni que la capacité de 700 000 barils/jour existe déjà.

Pour STEAZ, le dossier entre donc dans une chaîne de vérification :

GROUNDBREAKING → FINANCEMENT → CONSTRUCTION → ÉQUIPEMENTS → MISE EN SERVICE → MONTÉE EN CAPACITÉ → PRODUCTION

Afreximbank présente le projet comme une infrastructure susceptible de renforcer la sécurité énergétique africaine et de réduire la dépendance aux produits pétroliers raffinés importés.

Mais plusieurs risques devront être suivis.

Le projet doit sécuriser son approvisionnement en brut. Il doit également franchir des contraintes foncières et environnementales locales déjà documentées.

L'enjeu continental est considérable.

L'Afrique demeure confrontée à un paradoxe récurrent : exporter des matières premières et réimporter des produits transformés.

Lamu tente de déplacer une partie de cette valeur vers le continent.

Mais l'industrialisation ne se mesure pas au montant annoncé.

Elle se mesure à la capacité effectivement construite, mise en service et utilisée.

Ce dossier entre donc immédiatement dans STEAZ WATCH.

Une raffinerie est une chaîne industrielle dont chaque composante doit pouvoir fonctionner avec les autres. Le chantier, les équipements, l'alimentation énergétique, l'approvisionnement en brut et les débouchés commerciaux ne sont pas des dossiers indépendants. Une installation achevée peut rester sous-utilisée si l'un de ces maillons manque. Le suivi doit donc porter sur la cohérence de l'ensemble, au lieu de transformer chaque annonce séparée en preuve d'une capacité déjà disponible.

La taille projetée ne suffit pas non plus à décrire la place future de l'installation dans les échanges régionaux. Il faudra comprendre quels produits pourront être livrés, dans quelles conditions logistiques et avec quelle régularité. Les importations ne diminuent durablement que lorsque l'offre locale répond aux besoins des acheteurs et reste compétitive. À ce stade, ces résultats constituent des questions de suivi. Ils ne doivent pas être inscrits comme des effets acquis du lancement. Le dossier mérite précisément d'être conservé dans le temps pour confronter l'ambition initiale aux preuves industrielles successives.

STEAZ DAILY NEWS

Quotidien N°57 / ven / 02 / 10 / 2026 · 0 €

AFRIQUE • FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

AFRIQUE — CAPITAL PRIVÉ : 30 INSTITUTIONS VEULENT ENFIN MESURER LA MÊME CHOSE

Les banques multilatérales adoptent une méthodologie commune révisée pour mesurer la finance privée mobilisée. Derrière la technique statistique se joue une question centrale : combien de capital privé les institutions publiques attirent-elles réellement ?



Illustration générée par IA · Scène non documentaire

Trente banques multilatérales de développement et institutions de financement du développement ont adopté le 1er octobre une version révisée de leurs méthodologies communes de mesure de la mobilisation de capitaux privés.

C'est la première révision de la méthodologie commune de mobilisation depuis 2018.

L'objectif est notamment d'améliorer les règles d'attribution lorsque plusieurs institutions participent à une même transaction, de limiter les doubles comptages et d'intégrer plus précisément certains instruments : garanties, transferts de risque, titrisation ou couverture de change.

Trois concepts sont désormais distingués.

Mobilization : capital privé rendu disponible autour d'une opération à laquelle une institution participe directement ou apporte certains soutiens qualifiants.

Generation : financement privé rendu disponible grâce au bilan, à la notation ou à d'autres attributs d'une institution de développement.

Catalyzation : méthodologie encore en construction destinée à mesurer des financements privés apparus plus indirectement à la suite d'interventions des institutions.

Pourquoi est-ce important pour l'Afrique ?

Parce que le discours sur le financement du développement repose de plus en plus sur « l'effet de levier » du capital public.

Mais si chaque institution mesure différemment ce qu'elle affirme avoir mobilisé, les comparaisons deviennent fragiles.

MESURER → COMPARER → ÉVALUER → AMÉLIORER

La nouvelle méthodologie ne mobilise pas à elle seule un dollar supplémentaire.

Elle cherche d'abord à rendre plus crédible la mesure de ce qui l'est réellement.

Et cette distinction est profondément STEAZ :

avant de célébrer le capital mobilisé, il faut définir ce que "mobilisé" signifie.

La mobilisation du capital privé pose un problème de preuve. Une institution publique peut participer à une opération dans laquelle d'autres investisseurs sont présents, sans que toute leur contribution puisse automatiquement lui être attribuée. Il faut identifier le rôle de chaque instrument : partage du risque, garantie, prêt ou accompagnement de la préparation du projet. La méthode doit aussi éviter qu'une même participation soit revendiquée plusieurs fois par des partenaires différents.

Cette précision change la manière d'évaluer l'efficacité d'une intervention publique. Un volume élevé de financements associés n'explique pas, à lui seul, ce qui aurait été impossible sans cette intervention. Pour comparer les opérations, il faut connaître les périmètres retenus et les limites de l'attribution. Une série historique doit également signaler les changements de méthode : une hausse apparente peut provenir d'une définition plus large plutôt que d'un accroissement réel des capitaux mobilisés. La révision méthodologique devient ainsi un sujet économique concret. Elle conditionne la lecture des résultats et la comparaison des stratégies de financement.

STEAZ DAILY NEWS

Quotidien N°57 / ven / 02 / 10 / 2026 · 0 €

CEMAC • BANQUES

CEMAC — BANQUES : LES CRÉANCES EN SOUFFRANCE RECULENT, MAIS RESTENT À 15,4 %

La qualité relative du portefeuille bancaire s’améliore en un an. La prochaine question est plus exigeante : le stock de mauvais crédits recule-t-il réellement ?



Illustration générée par IA · Scène non documentaire

À fin juin 2026, les créances en souffrance représentaient 15,4 % des crédits bruts des banques de la CEMAC, contre 17,4 % un an auparavant, selon le rapport de politique monétaire de la BEAC publié le 30 septembre.

L’amélioration est de deux points de pourcentage.

C’est significatif.

Mais il faut distinguer ratio et stock.

Le recul de la proportion de créances en souffrance peut provenir d’une diminution du montant de ces créances, d’une progression plus rapide du crédit total, ou d’une combinaison des deux.

Les données publiées ne permettent pas encore d’établir que le stock nominal de créances problématiques a diminué.

Cette distinction importe parce que les mauvais crédits immobilisent du capital bancaire, augmentent les besoins de provisionnement et peuvent limiter la capacité des établissements à financer l’économie.

La BEAC identifie notamment des problèmes de gouvernance et de gestion du risque dans certains établissements ainsi que les difficultés budgétaires des États. Les arriérés publics peuvent fragiliser les entreprises auxquelles l’État doit de l’argent, puis affecter leur capacité à rembourser leurs propres banques.

La chaîne peut alors devenir :

ARRIÉRÉS PUBLICS → TRÉSORERIE DES ENTREPRISES → REMBOURSEMENT BANCAIRE → QUALITÉ DU CRÉDIT

Le chiffre de 15,4 % est donc une amélioration.

Il ne constitue pas encore une normalisation.

STEAZ Data doit désormais conserver cette série trimestrielle afin de déterminer si la baisse devient structurelle.

Un ratio bancaire doit toujours être lu avec son numérateur et son dénominateur. La proportion des créances en souffrance peut diminuer parce que ces créances reculent, parce que l’ensemble du crédit augmente, ou parce que les deux mouvements se combinent. Sans les stocks correspondants, on ne peut pas isoler le mécanisme. La baisse du pourcentage indique une amélioration relative ; elle ne décrit pas encore l’ampleur du nettoyage effectif des bilans.

La conséquence économique dépend ensuite de la manière dont les banques absorbent le risque. Les provisions, les recouvrements et la qualité des nouveaux prêts interviennent dans leur capacité à financer l’activité. Une amélioration durable suppose que les difficultés anciennes soient traitées et que le portefeuille qui les remplace reste maîtrisé. Pour les entreprises, la question sera de savoir si cette évolution se traduit par un accès plus régulier au crédit, dans des conditions adaptées à leurs projets. Le suivi doit relier la qualité des bilans à cette capacité de financement, sans déduire automatiquement la seconde de la première.

STEAZ DAILY NEWS

Quotidien N°57 / ven / 02 / 10 / 2026 · 0 €

CEMAC • MATIÈRES PREMIÈRES

CEMAC — MATIÈRES PREMIÈRES : +11,4 %, MAIS L'ÉNERGIE FAIT PRESQUE TOUT LE TRAVAIL

Les prix des matières premières exportées par la CEMAC rebondissent au deuxième trimestre 2026. Derrière le chiffre global apparaît toutefois une dépendance persistante : pétrole et gaz expliquent presque toute la hausse.



Illustration générée par IA · Scène non documentaire

L'indice des cours des principales matières premières exportées par les six pays de la CEMAC a progressé de 11,4 % au deuxième trimestre 2026 par rapport au trimestre précédent, selon la BEAC.

Mais le chiffre agrégé masque une forte concentration.

Les produits énergétiques ont progressé de 20,4 % et contribué pour 11,3 points à la hausse de l'indice global.

À l'inverse, les matières premières non énergétiques ont reculé de 0,4 % et retranché environ 0,2 point à l'évolution générale.

Autrement dit :

+11,4 % GLOBAL ≠ HAUSSE GÉNÉRALISÉE DES EXPORTATIONS

Le rebond est essentiellement énergétique.

Pour les économies de la sous-région, cela peut soutenir les recettes d'exportation et, selon les volumes et dispositifs fiscaux, certaines recettes publiques.

Mais cela réactive également une vulnérabilité ancienne : lorsque pétrole et gaz portent presque entièrement l'amélioration des termes externes, la performance demeure fortement exposée aux marchés énergétiques mondiaux.

La BEAC relie notamment la hausse récente aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient, aux risques sur le transport maritime et aux perturbations affectant certaines infrastructures gazières.

Le chiffre est donc favorable.

Sa composition l'est beaucoup moins.

La question stratégique reste celle de la diversification de la valeur exportée.

Un indice agrégé décrit une évolution commune, mais il peut masquer des trajectoires différentes. Lorsque quelques produits expliquent l'essentiel d'une hausse, le chiffre régional ne permet pas d'attribuer le même bénéfice à toutes les économies ni à tous les producteurs. La composition des exportations devient déterminante. Il faut rapprocher les prix des volumes vendus et des recettes effectivement obtenues avant de conclure à une amélioration générale de la situation extérieure.

La hausse des cours peut également produire des effets différents selon la position de chaque acteur. Elle peut soutenir une recette d'exportation tout en renchérissant certains approvisionnements. Pour les finances publiques, le résultat dépend des mécanismes de prélèvement et de la manière dont les recettes sont encaissées. Pour l'industrie, il dépend des coûts et des débouchés. Le suivi de STEAZ devra donc conserver la décomposition du mouvement, plutôt que transformer le seul indice régional en diagnostic uniforme. La dépendance à quelques matières premières reste une question de structure, même lorsque leur prix évolue favorablement.

STEAZ DAILY NEWS

Quotidien N°57 / ven / 02 / 10 / 2026 · 0 €

CAMEROUN • SANTÉ • FINANCEMENT

CAMEROUN–ÉTATS-UNIS — SANTÉ : 850 M$ FORMALISÉS, MAIS LE TEMPS DES DÉCAISSEMENTS COMMENCE

L’accord financier fait franchir une nouvelle étape au partenariat sanitaire jusqu’en 2030. Les 850 M$ représentent une architecture d’engagement annoncée, pas 850 M$ déjà versés.



Illustration générée par IA · Scène non documentaire

Le Cameroun et les États-Unis ont franchi le 1er octobre une nouvelle étape dans leur partenariat sanitaire en formalisant un accord financier associé au programme convenu fin 2025.

L’enveloppe globale annoncée atteint 850 millions de dollars jusqu’en 2030, structurée autour d’environ 400 millions de dollars de contribution américaine prévue et de jusqu’à 450 millions de dollars de co-investissement camerounais.

STEAZ doit immédiatement distinguer trois niveaux :

PROGRAMME ANNONCÉ → ACCORD FORMALISÉ → DÉCAISSEMENTS À VÉRIFIER

850 millions de dollars ne doivent donc pas être enregistrés comme 850 millions reçus.

C’est précisément l’intérêt du nouveau système.

La fiche STEAZ Data conservera séparément la valeur totale annoncée, les engagements respectifs des parties, les décaissements lorsqu’ils seront documentés, les programmes exécutés et les résultats sanitaires.

Ce dossier doit ensuite vivre jusqu’en 2030.

La vraie question ne sera plus seulement :

« Combien a été annoncé ? »

Elle deviendra :

« Combien a été effectivement mobilisé, vers quoi, quand, et avec quels résultats ? »

Le partenariat devient donc un WATCH pluriannuel.

La formalisation financière donne un cadre au programme, mais le suivi devra ensuite descendre au niveau des opérations. Un engagement pluriannuel ne devient pas simultanément un financement disponible pour chaque service. Les calendriers budgétaires, les règles d’affectation et les conditions d’exécution déterminent le passage de l’enveloppe aux moyens effectivement utilisables. Cette distinction permet de situer précisément un éventuel retard : mobilisation des ressources, procédure d’achat, livraison ou fonctionnement du service.

Les résultats sanitaires doivent ensuite être rapprochés des moyens mobilisés avec prudence. La disponibilité d’un équipement ne prouve pas son usage régulier ; un médicament livré ne suffit pas à établir que les patients y ont accès durablement. La maintenance, les personnels et la continuité des approvisionnements font partie de la capacité réelle. STEAZ devra conserver ces niveaux séparément dans l’historique du partenariat. C’est à cette condition que le dossier pourra montrer ce qui a été financé, ce qui fonctionne et ce qui produit un effet observable, sans résumer plusieurs années d’exécution à la seule valeur de l’accord.

STEAZ DAILY NEWS

Quotidien N°57 / ven / 02 / 10 / 2026 · 0 €

CAMEROUN • FINANCES PUBLIQUES

CAMEROUN — PRÈS DE 1 000 MDS FCFA DANS LES BANQUES : L'ÉTAT VEUT D'ABORD SAVOIR CE QUI EST RÉELLEMENT MOBILISABLE

Le gouvernement recense les dépôts des administrations publiques logés dans les banques commerciales. Le chiffre est massif, mais il ne correspond pas automatiquement à une trésorerie immédiatement récupérable.



Illustration générée par IA · Scène non documentaire

Au 30 juin 2026, près de 1 000 milliards FCFA de dépôts appartenant aux administrations publiques étaient détenus dans les banques commerciales camerounaises, selon les informations communiquées par le directeur national de la BEAC.

Le ministère des Finances a lancé le 29 septembre un recensement actualisé destiné à déterminer où se trouvent ces ressources, leurs montants, leur mode de gestion et surtout les contraintes pouvant affecter leur transfert vers le Compte unique du Trésor.

La distinction est fondamentale :

DÉPÔTS IDENTIFIÉS ≠ FONDS TRANSFÉRABLES ≠ FONDS TRANSFÉRÉS

Centraliser davantage la trésorerie publique peut améliorer la visibilité de l'État sur ses liquidités et limiter une situation paradoxale dans laquelle certaines entités publiques conservent des fonds dispersés pendant que le Trésor doit emprunter pour couvrir d'autres besoins.

Mais une centralisation brutale peut également modifier les ressources disponibles dans le système bancaire.

Il faut donc connaître la nature exacte des dépôts avant de tirer des conclusions.

Le recensement devient le point zéro.

STEAZ devra ensuite suivre :

RECENSEMENT → MONTANTS ÉLIGIBLES → DÉCISION → TRANSFERTS → EFFET SUR LA TRÉSORERIE PUBLIQUE → EFFET BANCAIRE

C'est un dossier typique où la localisation de l'argent compte presque autant que son montant.

Un dépôt public est un actif financier, mais sa disponibilité dépend de sa nature et des engagements auxquels il correspond. Certains montants peuvent être liés au fonctionnement d'un service, à une opération en cours ou à une affectation précise. Le recensement doit donc permettre de distinguer les sommes identifiées des sommes effectivement transférables. Sans cette qualification, l'addition des comptes risque de donner une image trop simple de la trésorerie mobilisable.

La centralisation doit aussi être examinée dans son calendrier. Déplacer des ressources modifie leur localisation, mais ne crée pas une recette nouvelle. L'effet dépend de la capacité à mieux suivre les soldes, organiser les paiements et limiter les ressources inutilisées. Il faudra donc observer les transferts réellement effectués et la manière dont les administrations continuent d'exécuter leurs obligations. Pour les banques, l'évolution des dépôts constitue un autre point à suivre. Le dossier relie ainsi la gestion de trésorerie de l'État au fonctionnement du système bancaire ; il ne peut être réduit à l'annonce d'une réserve immédiatement disponible.

STEAZ DAILY NEWS

Quotidien N°57 / ven / 02 / 10 / 2026 · 0 €

CAMEROUN • ÉNERGIE

CAMEROUN — DIESEL : 974,93 FCFA À L'IMPORTATION, 828 FCFA À LA POMPE

Le coût d'importation du litre de gasoil a augmenté de 49,1 % en trois mois. Le prix réglementé restant inchangé, l'écart réapparaît ailleurs dans la structure tarifaire.



Illustration générée par IA · Scène non documentaire

Le coût d'importation du gasoil atteint 974,93 FCFA le litre en octobre, contre 653,85 FCFA en juillet, selon les structures mensuelles de prix de la CSPH.

La progression atteint 321,08 FCFA par litre, soit 49,1 % en trois mois.

Dans le même temps, le prix payé par le consommateur à Douala demeure fixé à 828 FCFA/litre.

Le coût d'importation dépasse donc désormais le prix à la pompe de 146,93 FCFA/litre.

Mais cette différence ne doit pas être assimilée mécaniquement au coût budgétaire de l'État.

La ligne « soutien/remboursement État » figurant dans la structure tarifaire est passée de 109,22 FCFA/litre en juillet à 430,30 FCFA en octobre. La source précise toutefois que ce montant unitaire ne constitue pas nécessairement une dépense effectivement décaissée à due concurrence.

C'est exactement pourquoi STEAZ Data doit conserver la série.

JUILLET : 653,85 FCFA/L

OCTOBRE : 974,93 FCFA/L

PRIX POMPE : 828 FCFA/L

La prochaine étape consiste à ajouter les volumes concernés puis, lorsqu'ils sont disponibles, les compensations effectivement reconnues et payées.

Sinon, on confondrait un paramètre tarifaire avec une dépense budgétaire réelle.

La structure d'un prix permet d'identifier les composantes d'un coût et les règles utilisées pour déterminer le prix final. Elle ne remplace pas une comptabilité des paiements. Entre un paramètre tarifaire et une dépense publique exécutée interviennent les volumes concernés, la reconnaissance des créances, leur liquidation et leur règlement. Ces étapes doivent être conservées séparément pour comprendre où se situe la pression financière et comment elle est absorbée.

Le maintien du prix à la pompe rend cette distinction particulièrement utile. Le consommateur peut ne pas percevoir directement une variation du coût d'importation, alors que cette variation modifie l'équilibre du dispositif de stabilisation. Le suivi ne doit pas choisir entre ces deux lectures : il doit les relier. La série mensuelle devra rapprocher le prix payé, le coût d'approvisionnement et les informations disponibles sur les compensations. Elle permettra de décrire l'évolution du mécanisme sans convertir un écart par litre en facture totale avant de disposer des volumes et des paiements documentés.

STEAZ DAILY NEWS

Quotidien N°57 / ven / 02 / 10 / 2026 · 0 €

MONDE • JAPON • IA

JAPON — IA : 15 MDS $ ET 400 MW, LE DATA CENTER DEVIENT UNE INFRASTRUCTURE ÉNERGÉTIQUE

JERA, Dell et RHAELM veulent développer près de Tokyo un data center hyperscale de 400 MW. Le projet montre que la compétition pour l'IA se joue désormais simultanément sur le calcul, le foncier, l'énergie et le capital.



Illustration générée par IA · Scène non documentaire

JERA, Dell Technologies et RHAELM ont signé un protocole d'accord destiné à développer un modèle standardisé d'infrastructures d'intelligence artificielle au Japon.

Le premier projet envisagé est un data center hyperscale de classe 400 MW à Chiba, près de Tokyo, représentant environ 15 milliards de dollars d'investissement prévu.

Il faut ici encore respecter le statut.

15 milliards de dollars = projet annoncé dans le cadre du MoU.

Ce n'est pas un investissement déjà entièrement exécuté.

RHAELM doit développer, construire, exploiter et financer l'installation ; Apollo Global Management est présenté comme partenaire stratégique d'investissement et de financement. JERA doit mettre à disposition un terrain adjacent à sa centrale et fournir jusqu'à 400 MW dans le cadre d'un accord de 15 à 25 ans. Dell doit apporter l'infrastructure informatique standardisée à l'échelle des racks.

L'exploitation doit commencer progressivement en 2028, avec l'objectif d'atteindre les 400 MW en 2029.

La chaîne est révélatrice :

ÉNERGIE → TERRAIN → CAPITAL → DATA CENTER → CALCUL → IA

L'intelligence artificielle n'est donc plus uniquement une industrie logicielle.

Elle devient une industrie lourde de l'infrastructure numérique.

Pour l'Afrique, la conclusion est directe : vouloir accueillir davantage d'infrastructures IA sans résoudre simultanément les questions d'électricité, de réseau, de capital et de connectivité reviendrait à traiter seulement une fraction du problème.

Un data center relie désormais plusieurs contraintes physiques à une ambition numérique. La puissance de calcul suppose une alimentation électrique disponible, des raccordements, des équipements et une organisation d'exploitation. Le protocole d'accord décrit une intention commune ; il ne démontre pas que ces conditions sont réunies ni que les investissements ont été engagés. L'étape suivante consistera à documenter les décisions qui rendent le projet exécutable.

La lecture économique doit ensuite distinguer la capacité envisagée de la capacité effectivement mise en service. Une puissance annoncée exprime une dimension du projet, pas son activité future ni la totalité de ses résultats commerciaux. Il faudra suivre la construction, la disponibilité de l'énergie et le déploiement des équipements, puis l'usage réel de l'installation. Pour les territoires qui souhaitent attirer ce type d'infrastructure, le mécanisme est instructif : le numérique ne dispense pas de préparer les réseaux et les services qui le rendent possible. Le financement, l'énergie et l'exploitation doivent progresser ensemble pour que l'annonce devienne une capacité durable.

STEAZ DAILY NEWS

Quotidien N°57 / ven / 02 / 10 / 2026 · 0 €

MONDE • FINANCE • OBLIGATIONS

MONDE — OBLIGATIONS : LE COÛT DU CAPITAL REMONTE À DES SOMMETS DE PLUSIEURS DÉCENNIES

Les rendements souverains progressent simultanément aux États-Unis, en Europe et au Japon. Pour les économies émergentes, cette hausse mondiale du prix de l'argent peut rendre le financement encore plus exigeant.



Illustration générée par IA · Scène non documentaire

Les marchés obligataires mondiaux ont subi le 1er octobre une nouvelle vague de ventes, faisant monter les rendements souverains à des niveaux observés pour certains depuis plusieurs décennies.

Le rendement du Treasury américain à dix ans a atteint son plus haut niveau depuis 2002. En France, le dix ans s'est rapproché de 5 %, tandis que le trente ans britannique a dépassé 6 %, un sommet depuis 1998.

Le mouvement s'explique notamment par les inquiétudes inflationnistes, les niveaux de dette publique, les prix de l'énergie et les anticipations concernant la trajectoire des taux.

L'essor massif des investissements dans l'IA et les data centers contribue également à intensifier la compétition mondiale pour le capital.

Pourquoi cela concerne-t-il l'Afrique ?

Parce que les États et entreprises africains n'empruntent pas dans un vide financier.

Lorsque les actifs souverains considérés comme relativement sûrs offrent des rendements beaucoup plus élevés, les investisseurs peuvent exiger une rémunération supplémentaire pour accepter davantage de risque ailleurs.

La chaîne devient :

TAUX MONDIAUX ↑ → RENDEMENT SANS RISQUE ↑ → PRIME EXIGÉE ↑ → COÛT DU CAPITAL ÉMERGENT ↑

Ce mécanisme n'est pas automatique ni identique pour chaque pays.

Mais il renforce précisément l'importance du sujet qui ouvre cette édition : dans un monde où le capital devient plus cher, la qualité du risque, de la donnée et de la crédibilité financière devient encore plus stratégique.

Le rendement d'un titre souverain constitue un point de référence dans l'évaluation d'autres financements. Lorsqu'il augmente, les investisseurs peuvent demander une rémunération supérieure pour immobiliser leurs capitaux ailleurs. L'effet n'est cependant pas uniforme : il dépend de la monnaie, de l'échéance, du risque de l'emprunteur et de la structure de l'opération. La comparaison doit donc porter sur des instruments et des périodes réellement comparables.

Pour un projet productif, la hausse du coût du financement peut modifier l'équilibre entre les revenus attendus et les charges à supporter. Elle rend plus exigeants le calendrier de mise en service, la préparation des contrats et la stabilité des recettes. Un retard peut devenir plus coûteux lorsque le capital reste immobilisé plus longtemps. STEAZ devra suivre les conditions obtenues lors des opérations effectives, plutôt que déduire un prix de financement africain de la seule variation d'un marché extérieur. Le contexte mondial compte ; les caractéristiques du projet et de l'emprunteur continuent de déterminer comment ce contexte se transmet à l'économie réelle.

STEAZ DAILY NEWS

L'INFO QUOTIDIENNE QUI FAIT SENS.

Quotidien N°57 / Ven / 02 / 10 / 2026 / 0 €

CAMEROUN
AFRIQUE
MONDE
ÉCONOMIE
SOCIÉTÉ
INNOVATION

CAHIER II

LES EXTENSIONS STEAZ

Mesurer. Expliquer. Analyser. Suivre. Comparer.

STEAZ DATA | STEAZ INSIGHT | STEAZ WATCH | STEAZ BRIEF | STEAZ INDEX

DANS CETTE ÉDITION : INSIGHT • WATCH • WATCH • DATA

STEAZ INSIGHT

Comprendre aujourd'hui, anticiper demain.

LE COÛT DU CAPITAL COMMENCE AUSSI PAR LA QUALITÉ DE LA DONNÉE

La Banque africaine de développement prépare un dispositif destiné à aider les États africains à mieux aborder les notations souveraines. L'enjeu dépasse la relation avec les agences : lorsqu'un risque économique est mal documenté, l'incertitude elle-même peut entrer dans le prix du capital.



Illustration générée par IA · Scène non documentaire

Une notation souveraine n'est pas seulement une appréciation technique attribuée à un État. Elle intervient dans la manière dont les investisseurs évaluent le risque, comparent les marchés et déterminent le rendement qu'ils souhaitent obtenir pour prêter.

La Banque africaine de développement veut désormais intervenir plus en amont de cette chaîne. Son président, Sidi Ould Tah, a annoncé une initiative conduite via l'African Legal Support Facility afin d'aider les gouvernements africains à mieux préparer les processus de notation, notamment en améliorant la qualité des données et la transparence financière.

Il faut éviter une conclusion trop simple : de meilleures statistiques ne rendent pas automatiquement un pays solvable et ne provoquent pas mécaniquement une meilleure note. La dette, les déficits, les recettes publiques, les réserves de change, la croissance, la stabilité institutionnelle et la capacité à tenir les engagements restent déterminants.

Mais lorsque ces fondamentaux sont difficiles à mesurer, une seconde couche de risque apparaît : l'incertitude informationnelle.

LE MÉCANISME

RISQUE ÉCONOMIQUE + INCERTITUDE INFORMATIONNELLE = CAPITAL POTENTIELLEMENT PLUS CHER

Une information plus complète ne supprime donc pas le risque réel. Elle permet de mieux le qualifier. Pour un investisseur, la différence est importante : lorsqu'un élément est mesurable, il peut être intégré dans un modèle de risque ; lorsqu'il reste opaque, une marge supplémentaire peut être exigée.

C'est pourquoi la donnée économique commence à fonctionner comme une véritable infrastructure financière. Elle ne finance pas une route, une centrale ou une usine. Elle contribue cependant à déterminer les conditions auxquelles les capitaux nécessaires à ces projets pourront être mobilisés.

Le sujet devient particulièrement important dans un environnement mondial où le coût de l'argent augmente. Lorsque les rendements des actifs jugés plus sûrs progressent, les États et entreprises africains doivent être encore plus précis dans la manière dont ils documentent leur risque, leur trajectoire financière et leur capacité de remboursement.

Cette logique rejoint plusieurs dossiers déjà suivis par STEAZ. Le Bénin a récemment mobilisé 500 millions d'euros grâce à une structure de garantie destinée à partager une partie du risque. Trente institutions multilatérales viennent par ailleurs de réviser leur méthodologie commune pour mieux définir ce qu'elles considèrent comme du capital privé mobilisé. Dans les deux cas, la question est la même : comment mesurer correctement le risque, le capital et l'effet réel d'un mécanisme financier ?

CE QUE STEAZ VA SURVEILLER

L'annonce de la BAD n'est encore qu'un point de départ. La prochaine preuve devra porter sur le lancement effectif du programme, les États participants, la nature de l'assistance fournie, les données concernées et la manière dont les résultats seront évalués.

À moyen terme, STEAZ pourra confronter ces évolutions à plusieurs indicateurs : changements de notation, perspectives attribuées par les agences, spreads souverains, rendements des Eurobonds, fréquence des publications statistiques et qualité des données mises à disposition du marché.

Le véritable test sera donc empirique : les pays qui améliorent durablement leur infrastructure de données réduisent-ils, toutes choses égales par ailleurs, une partie de la prime d'incertitude qu'ils paient ?

À SURVEILLER : lancement du dispositif BAD ; pays participants ; assistance fournie ; évolution des systèmes statistiques ; notations ; spreads et coût réel de financement.

Statut au 2 octobre 2026 : initiative annoncée.

Source de base : Banque africaine de développement / déclarations du 1er octobre 2026.

STEAZ WATCH

Nous suivons. Nous vérifions. Nous vous tenons informés.

LAMU — 16 MDS $: DU PREMIER COUP DE PELLE AUX 700 000 BARILS/JOUR

Le lancement physique du projet de raffinerie de Lamu fait changer le dossier de statut. Mais une cérémonie de lancement n'est ni un financement intégralement décaissé, ni une usine construite, ni 700 000 barils par jour de production. STEAZ ouvre le suivi à partir de ce point zéro.



Illustration générée par IA · Scène non documentaire

POINT ZÉRO — 30 SEPTEMBRE 2026

Le projet Dangote East Africa Petroleum Refinery and Petrochemicals a fait l'objet d'un lancement physique à Lamu. L'investissement annoncé est de 16 milliards de dollars et la capacité visée atteint 700 000 barils de pétrole par jour. Un délai de construction de 40 mois est annoncé.

Ce que cet événement prouve est précis : le projet est officiellement entré dans une phase de lancement physique.

Ce qu'il ne prouve pas est tout aussi important : les 16 milliards de dollars ne peuvent pas être enregistrés comme intégralement décaissés ; la raffinerie n'est pas construite ; ses équipements ne sont pas tous installés ; aucune mise en service commerciale n'a eu lieu ; la capacité de 700 000 barils par jour reste projetée.

LA CHAÎNE WATCH

LANCÉ → FINANCÉ → CONSTRUIT → ÉQUIPÉ → MIS EN SERVICE → PRODUCTION → CAPACITÉ STABILISÉE

Chaque étape devra produire une preuve distincte.

La première concerne le financement. STEAZ devra documenter la structure financière définitive, les prêteurs, investisseurs et instruments mobilisés, puis distinguer les engagements annoncés des montants réellement décaissés.

La deuxième concerne les contrats d'exécution. Les contrats EPC, les grands fournisseurs, les équipements critiques et le calendrier détaillé permettront de mesurer si le chantier entre réellement dans une phase industrielle.

La troisième concerne l'avancement physique : terrassements, génie civil, unités de raffinage, réservoirs, pipelines, installations portuaires, raccordements énergétiques et systèmes de sécurité.

Vient ensuite une question déterminante : l'approvisionnement en brut. Une raffinerie de grande capacité ne produit durablement que si elle dispose d'un flux suffisamment régulier de matière première. La sécurisation de cet approvisionnement devra donc être suivie séparément du chantier lui-même.

Enfin, la première production ne constituera pas la fin du suivi. STEAZ devra documenter la montée en régime puis le taux d'utilisation stabilisé de l'installation. Une capacité nominale n'a de valeur économique que si elle peut être utilisée de manière régulière, compétitive et durable.

PROCHAINES PREUVES À RECHERCHER

- structure de financement définitive ;
- montants effectivement engagés et décaissés ;
- contrats EPC ;
- autorisations environnementales et foncières ;
- avancement physique du chantier ;
- équipements majeurs installés ;
- accords d'approvisionnement en brut ;
- première mise en service ;
- première production ;
- taux d'utilisation après montée en capacité.

PROCHAIN CONTRÔLE : à la première publication documentée d'un jalon financier, contractuel ou physique majeur.

Statut au 2 octobre 2026 : lancement physique / capacité future.

La raffinerie n'est pas encore une capacité industrielle. Elle est désormais un dossier d'exécution.

STEAZ DAILY NEWS

Quotidien N°57 / ven / 02 / 10 / 2026 · 0 €

STEAZ WATCH

Nous suivons. Nous vérifions. Nous vous tenons informés.

850 M$ JUSQU'EN 2030 : DE L'ACCORD AUX RÉSULTATS

Le Cameroun et les États-Unis ont formalisé un cadre financier évalué à 850 millions de dollars jusqu'en 2030. Mais ce montant représente une architecture d'engagement annoncée, pas 850 millions de dollars déjà décaissés. Le suivi commence maintenant.



Illustration générée par IA · Scène non documentaire

POINT ZÉRO

Le partenariat sanitaire avait été convenu fin 2025. Le 1er octobre 2026, un nouvel événement change son statut : la formalisation financière de l'accord.

La valeur globale annoncée atteint 850 millions de dollars jusqu'en 2030. Environ 400 millions de dollars correspondent à l'appui américain prévu, tandis que le Cameroun doit mobiliser jusqu'à 450 millions de dollars de co-investissement.

La distinction est essentielle : il ne s'agit pas d'un don américain de 850 millions de dollars et il ne faut pas enregistrer ce montant comme déjà reçu.

LA CHAÎNE WATCH

ACCORD → ENGAGEMENTS BUDGÉTAIRES → DÉCAISSEMENTS → PROGRAMMES → SERVICES → RÉSULTATS SANITAIRES

Le premier niveau de suivi sera budgétaire. Il faudra identifier les calendriers de mobilisation des deux parties et documenter les montants effectivement inscrits, engagés puis décaissés.

Le deuxième niveau concernera l'affectation. Le programme doit notamment soutenir la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, mais aussi la surveillance épidémiologique, les laboratoires, les systèmes de données sanitaires, les chaînes d'approvisionnement, la santé maternelle et infantile et le fonctionnement des districts de santé.

Chaque axe devra donc être suivi séparément lorsque des données seront disponibles.

Le troisième niveau sera opérationnel. Une enveloppe financière n'a de sens que si elle devient des équipements, des médicaments disponibles, des laboratoires fonctionnels, des systèmes de données déployés, des personnels formés et des services accessibles.

Le quatrième niveau sera celui des résultats. STEAZ devra chercher les indicateurs permettant de relier les moyens mobilisés aux effets observés : disponibilité des médicaments, délai de détection des épidémies, couverture des programmes, fonctionnement des laboratoires et autres indicateurs officiels du partenariat.

CE QUI EST PROUVÉ AUJOURD'HUI

- un cadre financier a été formalisé ;
- une valeur globale de 850 M$ est annoncée jusqu'en 2030 ;
- environ 400 M$ d'appui américain sont prévus ;
- jusqu'à 450 M$ de co-investissement camerounais sont annoncés.

CE QUI RESTE À PROUVER

- calendrier exact des financements ;
- premiers décaissements documentés ;
- contribution camerounaise effectivement mobilisée ;
- affectation des montants par programme ;
- services effectivement financés ;
- résultats sanitaires mesurés et publiés.

PROCHAIN CONTRÔLE : dès publication d'un premier calendrier financier ou d'un premier décaissement documenté, puis suivi annuel jusqu'en 2030.

Statut au 2 octobre 2026 : accord/programme formalisé ; résultats futurs.

La question STEAZ restera la même pendant toute la durée du programme : combien a réellement été engagé, décaissé, exécuté et transformé en résultat ?

STEAZ DAILY NEWS

Quotidien N°57 / ven / 02 / 10 / 2026 · 0 €

STEAZ DATA

Des chiffres pour comprendre l’Afrique.

974,93 FCFA/L : LE COÛT D’IMPORTATION DU GASOIL DÉPASSE LE PRIX À LA POMPE

En octobre 2026, le coût d’importation du gasoil atteint 974,93 FCFA par litre, alors que le prix réglementé à la pompe à Douala reste fixé à 828 FCFA. L’écart est réel. Mais il ne doit pas être confondu avec une dépense budgétaire automatiquement supportée par l’État.



Illustration générée par IA · Scène non documentaire

LE CHIFFRE

974,93 FCFA/L

C’est le coût d’importation du gasoil indiqué dans la structure des prix d’octobre 2026.

En juillet, ce coût était de 653,85 FCFA/L.

La progression atteint donc 321,08 FCFA/L, soit +49,1 % en trois mois.

Dans le même temps, le prix réglementé payé à la pompe à Douala reste fixé à 828 FCFA/L.

L’écart arithmétique entre le coût d’importation et le prix à la pompe atteint ainsi 146,93 FCFA/L.

CE QUE LE CHIFFRE DIT

Le coût d’approvisionnement extérieur s’est fortement accru alors que le prix final payé par le consommateur est resté inchangé.

Cette évolution accentue mécaniquement la pression sur le dispositif de stabilisation des prix.

La ligne « soutien/remboursement État » figurant dans la structure tarifaire est parallèlement passée de 109,22 FCFA/L en juillet à 430,30 FCFA/L en octobre.

CE QUE LE CHIFFRE NE DIT PAS

430,30 FCFA/L n’est pas automatiquement égal à une dépense budgétaire réellement payée par l’État pour chaque litre consommé.

Pour calculer l’exposition publique réelle, plusieurs informations supplémentaires sont nécessaires : volumes concernés, règles de compensation, créances reconnues, montants liquidés et paiements effectivement réalisés.

Autrement dit, il faut distinguer :

PARAMÈTRE TARIFAIRE ≠ COMPENSATION RECONNUE ≠ DÉPENSE BUDGÉTAIRE EFFECTIVEMENT PAYÉE

Cette distinction est centrale. Une structure de prix décrit la mécanique économique d’un litre. Elle ne permet pas, à elle seule, de calculer la facture budgétaire totale.

POURQUOI CELA COMPTE

Le Cameroun reste fortement exposé aux marchés internationaux des produits raffinés. Lorsque les prix mondiaux augmentent ou que l’approvisionnement se tend, le coût intérieur doit être absorbé quelque part : dans le prix payé par le consommateur, dans la structure de stabilisation, dans les marges des acteurs ou, selon les mécanismes retenus, dans les finances publiques.

Le maintien d’un prix réglementé stable ne signifie donc pas que le coût économique du litre reste stable.

SÉRIE STEAZ DATA À CONSTRUIRE

À partir de cette édition, STEAZ conservera mensuellement :

- coût d’importation du gasoil ;
- prix réglementé à la pompe ;
- ligne de soutien/remboursement ;
- volumes concernés lorsque disponibles ;
- compensations reconnues ;
- montants effectivement payés lorsque documentés.

La donnée d’octobre devient ainsi un point de série, pas un chiffre isolé.

Prochaine mise à jour : structure de prix de novembre 2026 et toute donnée officielle sur les volumes ou compensations effectivement liquidées.

Source de base : CSPH / structure de prix d’octobre 2026.

steaz TV info

L'info qui éclaire l'avenir



DES IDÉES.
DES EXPERTS.
DES IMAGES.
DES SOLUTIONS.

L'actualité africaine expliquée,
analysée et mise en perspective.

Un média du
groupe STEAZ

SMG
STEAZ MEDIA GROUP